

"DÉCONFINONS NOS COLÈRES...."

Macron et son gouvernement continuent leurs effets d'annonce et leur communication pour faire croire aux français qu'ils détiennent les solutions à tous les problèmes

Il y en a tellement, que j'ai choisi de n'aborder que certains sujets qui me paraissent essentiels.

Industrie automobile :

L'industrie automobile va mal, qu'à cela ne tienne E. Macron annonce une batterie de mesures destinées à relancer la filière. Mais aucune critique sur la stratégie de Renault qui a conduit à cette situation bien avant la crise du covid.

Concernant le renforcement des primes à l'achat de véhicules neufs ou d'occasion, nous le savons bien, ce sont les contribuables qui les payent.

Ségur de la santé :

Nicole Notat, s'est vu confier par le gouvernement le pilotage des discussions lancées lundi 25 mai et devant aboutir mi-juillet.

Souvenons nous que l'ancienne dirigeante de la CFDT, avait soutenu le plan Juppé en 1995. Quelle légitimité a-t-elle aujourd'hui pour mener cette concertation ?

Ce Ségur est un grand show selon Christophe Prudhomme, de la fédération CGT santé action sociale, "*nous voulons de vraies négociations avec, sur la table, la question des emplois, des rémunérations et aussi l'arrêt des fermetures de lits. Il faudrait acter une bonne fois pour toutes la fin du secteur privé lucratif dans la santé comme dans le médico-social.*"

Ce n'est pas la vision d'Olivier Véran qui avait déclaré le 20 mai : "Avec la loi "Ma santé 2022", nous avons fait le bon diagnostic, nous avons pris les bonnes orientations. Mais nous n'avons été ni assez vite ni assez fort."

Loin d'avoir rassuré les personnels, ce Ségur de la Santé entraîne la montée en puissance des mobilisations dans les hôpitaux avec notamment la reprise des « mardis de la colère », ayant comme mot d'ordre : " Des actes pas des promesses !!! ".

Les prochains rendez-vous sont fixés aux mardis 2 et 9 et avec en point d'orgue le 16 juin.

A la CGT, nous serons à leurs côtés comme nous l'avons déjà été pour leur apporter notre soutien. Et nous verrons si ceux qui applaudissaient leurs "héros" pendant le confinement, viendront physiquement les remercier et les soutenir.



StopCovid :

Après avoir reçu le feu vert de la CNIL, le projet a été débattu et voté à l'assemblée Nationale et au Sénat. Cette application de traçage numérique (une de plus !!), à télécharger sur son smartphone à compter du 2 juin, est présentée comme un outil miracle. Pourtant de nombreuses zones d'ombres persistent quant à son utilité et son efficacité.

Sous couvert de pseudo-volontariat, le gouvernement veut rendre acceptables des atteintes au secret médical, une fois encore.

Ce dispositif est déjà très critiqué concernant la garantie de la sécurité des données recueillies.

La Ligue des Droits de l'Homme estime même que l'application est : *"dangereuse pour la vie privée et les libertés"*.

Phase 2 du déconfinement :

Édouard Philippe a présenté le bilan de la phase 1 du déconfinement le jeudi 28 mai.

Si le virus reste présent à des degrés divers sur tout le territoire, sa propagation est sous contrôle. Les résultats sur le plan sanitaires sont bons.

Il a admis que l'hôpital est toujours sous tension avec 2 000 personnes toujours en réanimation soit 30% de la capacité des hôpitaux.

A compter du 2 juin toutes les régions passent au vert excepté l'Île de France, la Guyane et Mayotte qui sont en orange.

Enfin libérés, les français vont pouvoir se déplacer à plus de 100 km de chez eux et partir en vacances. Pour le moment en France, pour l'Europe et le reste du monde cela se décidera le 15 juin en concertation avec les autres pays européens.

A partir du 22 juin, après un nouveau point d'étape, s'ouvrira la phase 3 du déconfinement.

Économie :

Au mois d'avril, le chômage a explosé. Le nombre des personnes inscrites à Pôle emploi a considérablement augmenté (+ 843000), les jeunes sont les plus touchés.



Dans son exercice un peu obligé, le premier ministre a annoncé : *"La liberté va redevenir la règle et la contrainte l'exception"*.

Méfions nous des grandes annonces qui ont toujours une arrière-pensée libérale pour satisfaire les intérêts de la finance et du capital.

La commémoration de la journée nationale de la Résistance et de l'anniversaire de la naissance du CNR, le 27 mai, partout en France, à l'appel de la CGT, de l'ANACR, du Mouvement pour la Paix et du PCF, doit nous rappeler que rien n'est impossible.

Cathy Savel

LA LUTTE CONTINUE, ORGANISONS LA...

ENTRONS EN RÉSISTANCE !!!



Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT du 27 mai 2020

Agir pour «Ne plus subir»

Pour que le «jour d'après» soit celui des «jours heureux»

Profondément affectés, les membres de la Commission Exécutive Fédérale dédient cet appel à notre amie et camarade, Sylvianne SPIQUE, militante de tous les instants, engagée sur tous les fronts de l'injustice sociale qu'elle combattait avec force.

Sylvianne nous a quitté à la veille de cette journée commémorative du 27 mai qui vit la création du Conseil National de la Résistance.

Journée ô combien symbolique s'il en est, c'est en effet le 27 mai 1943 que naissait le CNR et, avec lui, l'idée d'une société juste où chacun n'aurait plus à se soucier du lendemain à travers, notamment, la création de la Sécurité sociale.

Une Sécurité sociale qui, dès son berceau, voyait se pencher sur elle les démons du capital prêts à lui asséner les pires sorts.

Des décennies entières passées à la démanteler savamment, méthodiquement, impunément... un long travail de sape ininterrompu jusqu'à aujourd'hui où la question d'une 5ème branche dite «perte d'autonomie» serait envisagée.

Il fallait que ce travail s'accélére et les derniers Gouvernements, s'ils ont bien contribué à ces efforts de casse de notre protection sociale, rencontraient toujours la résistance de celles et ceux qui la protégeaient.

COVID-19 ou l'arme de destruction massive tombée du ciel dans les mains des libéraux !

L'aubaine est venue de cette crise sanitaire que nous avons toutes et tous traversé et qui perdure encore : COVID-19.

Sous ce couvert inespéré, à grands coups d'ordonnances, de décrets et de lois, tout y est passé !

Casse du Droit du Travail avec les ordonnances sur le temps de travail, les congés payés, les JRTT, et toutes les largesses permises au patronat en matière de gestion des ressources humaines,

Atteintes aux libertés avec la mise en place de brigades anges-gardiens, l'application «stop-Covid», permettant ainsi de se constituer des fichiers individuels là où jamais cela n'aurait pu être toléré,

Nouveaux cadeaux financiers aux entreprises sans contrepartie pour les salariés et la protection de leurs emplois ; 135 milliards d'euros d'aides et d'exonérations pour des entreprises qui prétendent que c'est insuffisant et licencient en masse (Renault, Air France...),

Nouveaux efforts demandés à la population pour payer ces aides massives dont elle n'a jamais vu les effets positifs avec l'allongement de la durée de la CRDS jusqu'en 2033 !

Refusons leur «jour d'après», imposons une vraie rupture et le retour à nos Jours Heureux !

La rhétorique du «jour d'après» entretenue par le pouvoir a, finalement, l'allure défraîchie du déjà-vu. La rupture aurait consisté, dès maintenant, à décider d'augmenter les salaires de tous les «premiers de corvée» qui ne peuvent se satisfaire de félicitations et de remerciements. Elle devrait consister à injecter sans attendre des milliards d'Euros dans le système de santé, tout en déployant une nouvelle politique promouvant une sécurité de toutes les étapes de la vie pour construire la Sécurité sociale à 100%.

Il y a mieux à faire, bien mieux à faire pour ramener les Jours Heureux, redonner force et espoir à chacun(e). La CGT et notre Fédération doivent poursuivre le martèlement de leurs propositions en matière d'emplois, de salaires et de protection sociale. Syndiqués, salariés, population : c'est tous ensemble que nous devons faire reculer le capital pour obtenir une juste répartition des richesses créées par le travail car nous sommes tous concernés.

La Commission Exécutive Fédérale appelle ses syndicats et l'ensemble des salariés à la mobilisation, la participation active, par tous les moyens possibles, y compris la grève et à réinvestir la rue

LE 16 JUIN 2020

dans les «mardis de la colère» et dans toutes les initiatives de mobilisations présentes et futures

«Il ne suffit pas de s'indigner, il faut s'engager» Georges Séguy





COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'explosion des chiffres du chômage montre l'urgence d'une autre politique de l'emploi et de la protection sociale

La Dares vient de publier les chiffres de l'emploi du mois d'avril 2020. Après une hausse de 7,1 % en mars, le chômage augmente de 22,6 % en avril. On compte désormais plus d'un million de chômeurs supplémentaires

(1 065 200), comparé à la période précédant le confinement. La barre des 6 millions de chômeurs est franchie !

Les jeunes sont particulièrement touchés par cette hausse, pour l'instant due essentiellement à l'arrêt des recrutements : +29 % de chômeurs dans la catégorie des moins de 25 ans qui cherchent du travail.

Autre donnée nouvelle : jusqu'à présent le gouvernement se focalisait sur la baisse relative (et en yoyo) de la catégorie A (personnes au chômage total) alors que les catégories B et C croissaient continuellement (les personnes alternant chômage et travail, en très grande majorité sur des contrats précaires, CDD ou CDI à temps partiel, intérimaires, saisonniers, intermittents de toutes sortes). Les travailleuses et travailleurs précaires ont basculé très majoritairement dans le chômage total à cause de la crise, ce qui explique une baisse des catégories B et C et contribue à l'explosion de la catégorie A. Et, nous ne sommes qu'au début des annonces de plans sociaux que la presse révèle.

Constatant que les chômeurs et les précaires sont les premières victimes de la crise de l'emploi liée à la crise sanitaire, la CGT réaffirme la nécessité de mettre en œuvre d'urgence une autre politique de l'emploi : il faut une politique industrielle favorisant la transition écologique et l'indépendance stratégique, à travers notamment les relocalisations, le partage du temps de travail, la confiscation des dividendes pour relancer l'investissement.

Il faut des embauches pour faire fonctionner les services publics dans la santé comme dans tous les domaines !

L'emploi des jeunes doit être une priorité absolue, de même que la résorption des inégalités femmes/hommes.

De même, il y a urgence à mettre en place la sécurité sociale professionnelle qui garantira à toutes et tous un revenu de remplacement : cela passe par l'annulation de la réforme scandaleuse de l'assurance chômage et la construction de nouveaux droits dont la prolongation des droits de toutes celles et tous ceux que la crise met au chômage.

C'est le sens de la déclaration commune signée avec un grand nombre d'organisations « Plus jamais ça : un monde à reconstruire » et le sens de la pétition pour l'annulation de la réforme assurance chômage (<https://go.lemouvement.org/petitions/assurancechomage>).